

ETABLISSEMENTS FAUVET GIREL

Société Anonyme à Conseil d'administration au capital de 2 006 480 euros

Siège Social : 40 boulevard Henri SELLIER – 92150 SURESNES

552 064 933 R.C.S. NANTERRE

RAPPORT FINANCIER ANNUEL

Exercice clos le 31 décembre 2014

SOMMAIRE

RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2014	p.3
RAPPORT SPECIAL SUR LES PROCEDURES DE CONTROLE INTERNE (article L. 225-37 du Code de commerce).....	p.16
COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2014	p.21
RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES	p.45
ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL.....	p.82

Société Anonyme à Conseil d'administration au capital de 2 006 480 euros

Siège Social : 40 boulevard Henri SELLIER – 92150 SURESNES

552 064 933 R.C.S. NANTERRE

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE ET EXTRAORDINAIRE DU MERCREDI 10 JUN 2015

RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2014

Chers Actionnaires,

Conformément à la loi et aux statuts, nous vous avons réunis en Assemblée Générale Ordinaire Annuelle et Extraordinaire afin de vous rendre compte de la situation et de l'activité de notre Société durant l'exercice clos le 31 décembre 2014, et soumettre à votre approbation les comptes annuels dudit exercice, ainsi que l'affectation de son résultat.

Nous vous demanderons également de vous prononcer sur :

- la fixation des jetons de présence ;
- le renouvellement des mandats de l'ensemble des administrateurs ;
- et sur l'extension de l'objet social et la modification corrélative de l'article 2 "OBJET" des statuts.

Nous vous donnerons toutes précisions et tous renseignements complémentaires concernant les pièces et documents prévus par la réglementation en vigueur et qui ont été tenus à votre disposition dans les délais légaux.

Vous prendrez ensuite connaissance des rapports du Commissaire aux Comptes.

ACTIVITE DE LA SOCIETE

SITUATION ET EVOLUTION DE L'ACTIVITE DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE

La société ETABLISSEMENT FAUVET GIREL est une société cotée sur le marché NYSE Euronext Paris (XPAR – Actions) sous le numéro ISIN FR FR0000063034 (FAUV).

Pour la période du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2014 et selon les données « europeanequities.nyx » (<https://europeanequities.nyx.com/fr/products/equities/FR0000063034-XPAR/quotes>), le cours le plus bas enregistré par le titre « Etablissements FAUVET GIREL » a été de 19,51 euros et le cours le plus haut a atteint 26,30 euros.

Pendant de nombreuses années, la Société "ETABLISSEMENTS FAUVET GIREL" avait mis en sommeil son activité opérationnelle, se contentant de gérer son parc de 4 conteneurs existant et son patrimoine immobilier.

En fin d'année 2014, la Société a décidé de relancer son activité opérationnelle en réinvestissement dans des wagons pour les confier à des gestionnaires en vue de leur location. La Société a donc fait l'acquisition de 25 wagons correspondant à un investissement de 2 259 K€ à savoir :

- 15 wagons FALNS,
- 10 wagons PETROCHIMIQUE.

Cette nouvelle politique s'est traduite par une augmentation significative de son chiffre d'affaires trimestriel.

La Société a également procédé au ferrailage d'un conteneur. Il lui reste donc encore 3 conteneurs en gestion.

Pour ce qui concerne l'immobilier, la Société a vendu dans le courant de l'année 2014 les biens suivants :

- un appartement à Sèvres pour 580 K€
- une maison à Marly pour 543 K€

Ces cessions d'actifs ont généré une plus-value nette de 1 057 K€

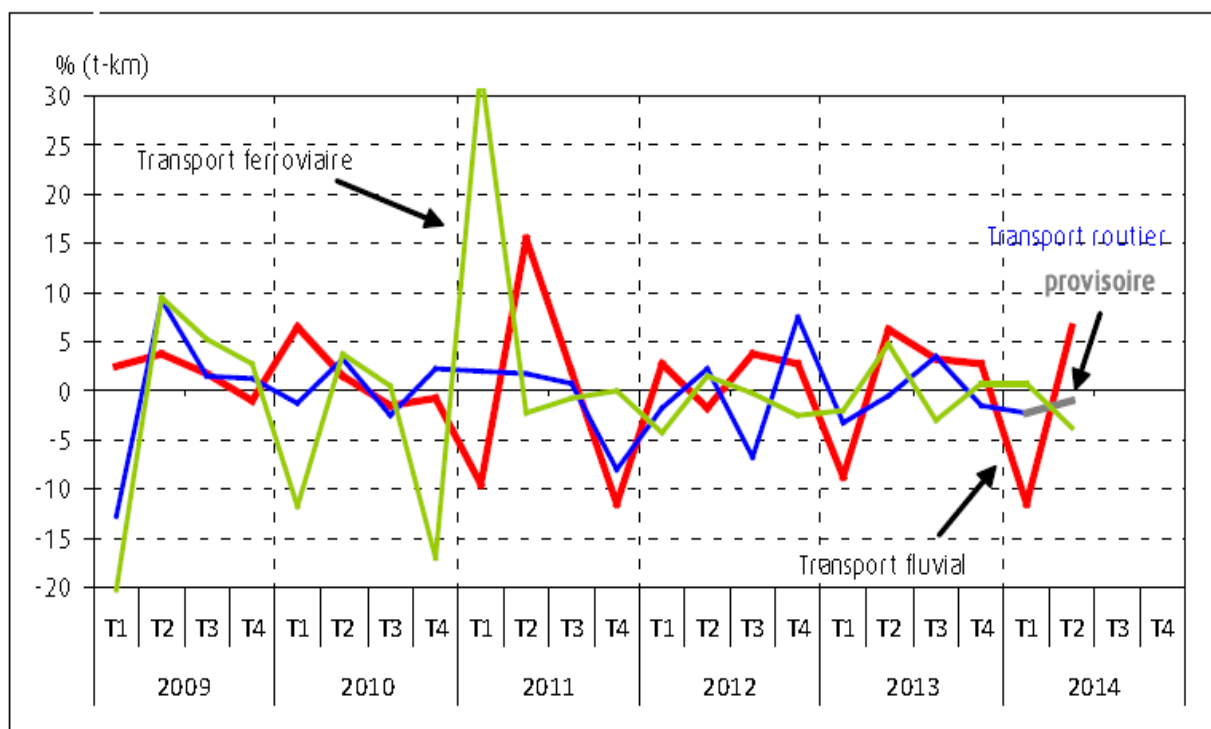
ANALYSE DE L'EVOLUTION DES AFFAIRES

Au deuxième trimestre 2014, le nombre de tonnes-km de marchandises transportées par voies terrestres intérieures s'est contracté mais moins fortement qu'au trimestre précédent (- 1,2 % après - 2,2 %) dans un contexte de stagnation du PIB en France (+ 0,0 % aux premier et deuxième trimestres 2014).

Le fret ferroviaire intérieur a pâti de la grève de juin 2014 (- 3,7 % après + 0,7 %) particulièrement l'activité nationale (- 5,5 %) mais le nombre de tonnes-km de marchandises transportées par rail au plan international a également diminué (- 0,7 %).

Fret terrestre par mode

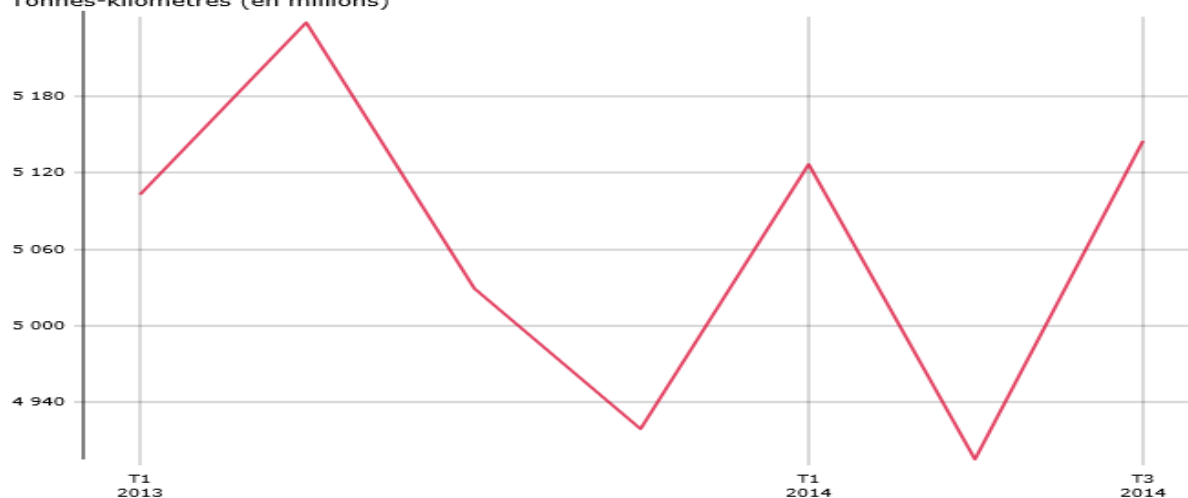
Évolution en % (T/T-1)



Sources : SOeS-TRM, SOeS-OPF, VNF

Au 3ème trimestre 2014, le nombre de tonnes-km de marchandises transportées par rail au niveau intérieur est reparti à la hausse (+ 1,6 %), notamment soutenu par l'activité nationale (+ 5,1 %) alors que le fret ferroviaire au plan international continue de diminuer (-4,1 %).

Transport ferroviaire de marchandises (y compris opérateurs privés) - National
Tonnes-kilomètres (en millions)



Source : INSEE

		Transport ferroviaire de marchandises (y compris opérateurs privés) (1)	Transport ferroviaire de marchandises (y compris opérateurs privés) - National (1)	Transport ferroviaire de marchandises (y compris opérateurs privés) - International (1)
Mise à jour		26/02/2015	26/02/2015	26/02/2015
Année	Trimestre	001587566	001587567	001587568
2014	3	8 039	5 145,154	2 894,045
2014	2	7 912	4 894,635	3 017,840
2014	1	8 200	5 127,203	3 073,279
2013	4	7 866	4 918,564	2 947,123
2013	3	7 863	5 029,305	2 833,730
2013	2	8 309	5 238,395	3 070,807
2013	1	7 972	5 102,525	2 869,242

(1) en millions de tonnes-kilomètres

Source : INSEE www.bdm.insee.fr

Néanmoins, les fluctuations d'activité rencontrées par le fret ferroviaire n'ont pour l'instant pas d'impact sur l'activité de la Société dans la mesure où notre politique d'investissement en wagons s'adapte à la demande des gestionnaires sur des contrats fermes, de moyen terme ou long terme, qui nous sont proposés.

En conséquence, la Société évolue dans un contexte peu risqué.

PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES – UTILISATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Compte tenu de son activité, notre entreprise n'est confrontée à aucun facteur de risques (juridiques, industriels, de marché ou de liquidité ou trésorerie) significatifs.

En conséquence, elle n'a pas mis en place de politique de gestion des risques et n'a pas eu recours à des instruments financiers.

ACTIVITES EN MATIERE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT

Nous vous informons que la Société n'a effectué aucune activité de recherche et de développement au cours de l'exercice écoulé.

EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Depuis le 31 décembre 2014, date de la clôture de l'exercice, la survenance d'aucun événement important n'est à signaler.

EVOLUTION PREVISIBLE ET PERSPECTIVES D'AVENIR

Notre Société aborde l'exercice 2015 avec confiance. L'accélération de la croissance constatée au cours des derniers trimestres devrait se poursuivre en 2015.

La Société étudie d'autres programmes d'investissements dans les wagons et prévoit ainsi d'améliorer à nouveau son chiffre d'affaires en 2015 tout en conservant un bon niveau de rentabilité.

INFORMATIONS SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES

CONSEQUENCES SOCIALES DE L'ACTIVITE.

Conformément aux dispositions des articles L 225-102-1, alinéa 5, R. 225-105 et R. 225-105-1 du Code de commerce, nous vous informons des conséquences sociales de l'activité de la Société et de la manière dont la Société prend en compte ces conséquences :

Nous vous rappelons que la Société n'emploie plus de salariés depuis septembre 2013, date à laquelle l'unique salarié a été transféré sur une société sœur du groupe.

Aucune embauche n'est prévue à ce jour.

CONSEQUENCES ENVIRONNEMENTALES DE L'ACTIVITE.

Conformément aux dispositions des articles L 225-102-1, alinéa 5, R. 225-105 et R. 225-105-1 du Code de commerce, nous vous informons des conséquences de l'activité de la Société sur l'environnement, et ce en fonction de la nature de cette activité et de ses effets :

Activité opérationnelle « conteneurs »

L'activité opérationnelle de la Société consiste en l'acquisition et la détention de conteneurs lesquels sont ensuite mis à la disposition de gestionnaires chargés de les placer suivant les besoins du fret ferroviaire.

Au 31 décembre 2014, la Société détenait 25 wagons et 3 conteneurs.

Les conséquences environnementales liées à l'utilisation de ces wagons relève donc directement de l'activité du gestionnaire.

Nous estimons donc que cette information n'est pas pertinente au regard de l'activité opérationnelle limitée de la Société.

Activité « gestion du parc immobilier »

La Société détenait au 31 décembre 2014, 2 biens immobiliers à MEUDON et SAINT CLOUD.

La Société poursuit son objectif de céder l'ensemble de son parc immobilier.

En conséquence, il ne nous apparaît pas pertinent de développer les conséquences environnementales de l'activité de détention et de gestion de biens immobiliers que la Société cherche à céder.

ENGAGEMENTS DE LA SOCIETE EN FAVEUR DU DEVELOPPEMENT DURABLE.

Conformément aux dispositions des articles L 225-102-1, alinéa 5, R. 225-105 et R. 225-105-1 du Code de commerce, nous vous informons que, compte tenu de de l'activité opérationnelle limitée de la Société, notre Société n'a pris aucun engagements en faveur du développement durable.

ENGAGEMENTS DE LA SOCIETE EN FAVEUR DE LA LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS ET DE LA PROMOTION DES DIVERSITES.

Conformément aux dispositions des articles L 225-102-1, alinéa 5 et R. 225-105-1 du Code de commerce, nous vous informons que, compte tenu de de l'activité opérationnelle limitée de la Société et en l'absence d'effectif salarié, notre Société n'a pris aucun engagement en faveur de la lutte contre les discriminations et de la promotion des diversités.

MESURES SPECIALES CONCERNANT LES ACTIVITES CLASSEES

Nous vous rappelons que notre Société n'exploite aucune installation classée visée au IV de l'article L 515-8 du Code de l'environnement.

FILIALES ET PARTICIPATIONS – SOCIETES CONTROLEES

Nous vous précisons que notre Société :

- ne détient ni filiale ni participation au sens des articles L.233-1 et L.233-2 du Code de commerce,
- et ne contrôle aucune société au sens de l'article L 233-3 du même Code.

PRISES DE PARTICIPATION OU PRISES DE CONTROLE – CESSIIONS DE PARTICIPATIONS

Nous vous signalons que notre Société n'a pris ou cédé, au cours de l'exercice écoulé, aucune participation

PARTICIPATION DES SALARIES AU CAPITAL

Conformément aux dispositions de l'article L 225-102 du Code de commerce, nous vous indiquons ci-après l'état de la participation des salariés au capital social au dernier jour de l'exercice, soit le 31 décembre 2014 :

La part du capital que représentent les actions détenues par le personnel de la Société et des Sociétés liées au sens de l'article L.225-180 du même code, selon la définition de l'article L 225-102 du Code de commerce, est nulle au 31 décembre 2014.

INFORMATIONS SUR LES DELAIS DE PAIEMENT DES FOURNISSEURS

Conformément aux articles L 441-6-1 et D. 441-4 du Code de commerce, nous vous informons qu'à la clôture des deux derniers exercices clos, le solde des dettes à l'égard des fournisseurs se décompose, par date d'échéance, comme suit :

Echéances	Solde des dettes fournisseurs au 31/12/2014 (en milliers d'euros)	Solde des dettes fournisseurs au 31/12/2013 (en milliers d'euros)
Echues	-	-
Echéance inférieure à 30 jours	7 K€	3 K€
Echéance entre 30 et 60 jours	-	-
Echéance à plus de 60 jours	-	-
TOTAL	7 K€	3 K€

En outre, le montant des factures fournisseurs non parvenues s'élèvent à la clôture de l'exercice à 9 K€ (contre 7 K€ au titre du précédent exercice).

RESULTATS - AFFECTATION

EXAMEN DES COMPTES ET RESULTATS

Nous allons maintenant vous présenter en détail les comptes annuels que nous soumettons à votre approbation.

Un rappel des comptes de l'exercice précédent est fourni à titre comparatif.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2014 :

Le chiffre d'affaires s'est élevé à 34 933 euros contre 10 795 euros pour l'exercice précédent.

La Société enregistre également :

- des transferts de charges pour 2 041 euros ;
- des autres produits pour 38 527 euros ;

de sorte que les produits d'exploitation de l'exercice ont atteint un total de 75 501 euros contre 118 130 euros pour l'exercice précédent.

Le montant des autres achats et charges externes s'élève à 95 756 euros contre 101 180 euros pour l'exercice précédent.

Le montant des impôts et taxes s'élève à 6 168 euros contre 9 671 euros pour l'exercice précédent.

Le montant des charges sociales s'élève à 137 euros contre 6 685 euros pour l'exercice précédent.

En l'absence d'effectif salarié, ces charges sociales correspondent à un reliquat de cotisations URSSAF sur l'exercice 2014.

Le montant des dotations aux amortissements et provisions, correspondant à des dotations aux amortissements sur immobilisations, s'élève à 21 592 euros contre 11 151 euros pour l'exercice précédent.

Le montant des autres charges s'élève à 9 012 euros contre 9 005 euros pour l'exercice précédent.

Les charges d'exploitation de l'exercice ont donc atteint un total de 132 664 euros contre 157 871 euros pour l'exercice précédent.

Le résultat d'exploitation ressort en conséquence pour l'exercice à <57 163> euros contre <39 741> euros pour l'exercice précédent.

La Société a également dégagé pour l'exercice écoulé, un résultat financier de 79 191 euros (131 699 euros pour l'exercice précédent), correspondant essentiellement aux produits de placements de la trésorerie de la Société sur des comptes bloqués rémunérés.

La Société enregistre au 31 décembre 2014, un résultat courant avant impôts de 22 028 euros contre 91 958 euros pour l'exercice précédent.

Après prise en compte du résultat exceptionnel de 969 715 euros (630 534 euros pour l'exercice précédent) - résultant essentiellement du produit de la vente de biens immobiliers que la Société détenait - et prélèvement de l'impôt sur les bénéfices de 333 124 euros (242 935 euros pour l'exercice précédent), **le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2014 se solde par un bénéfice de 658 618,33 euros** contre un bénéfice de 479 556,96 euros pour l'exercice précédent.

La situation active et passive de la Société se présente de la manière suivante :

	Ex.31/12/2014	Ex.31/12/2013
ACTIF		
<u>Actif immobilisé</u>		
- Immobilisations incorporelles	106 209 €	106 209 €
- Immobilisations corporelles	2 246 895 €	77 414 €
- Immobilisations financières	- €	2 554 418 €
<u>Actif circulant</u>		
- Stocks et en-cours	- €	- €
- Créances	55 164 €	23 138 €
- Valeurs mobilières de placement	4 110 000 €	3 007 000 €
- Disponibilités	46 339	133 778 €
<u>Charges constatées d'avance</u>	2 776 €	4 120 €
PASSIF		
- Capitaux propres	6 423 956 €	5 687 327 €
- Autres fonds propres	- €	- €
- Provisions pour risques et charges	11 375 €	- €
- Dettes financières	- €	- €
- Dettes diverses	132 051 €	218 749 €
<u>Produits constatés d'avance</u>	- €	- €
TOTAL DU BILAN	6 567 383 €	5 906 076 €

L'accroissement des immobilisations corporelles s'explique par les nouveaux investissements en wagons réalisés par la Société.

ANALYSE DE L'EVOLUTION DES RESULTATS ET DE LA SITUATION FINANCIERE DE LA SOCIETE

La situation financière de la société, notamment sa situation d'endettement au regard du volume et de la complexité de nos affaires au sens de l'article L 225-100 du code de commerce fait ressortir :

	Ex.31/12/2014	Ex.31/12/2013
Emprunt et dettes auprès des établissements de crédit	0 €	0 €
Emprunts et dettes financières diverses	0 €	0 €
Fournisseurs et comptes rattachés	16 581 €	11 536 €
Dettes fiscales et sociales	97 550 €	187 195 €
Autres dettes	17 920 €	20 017 €

Notre trésorerie d'exploitation d'un montant de 46 339 euros nous permet, en l'absence de dettes financières, de régler nos fournisseurs.

Les créances clients s'élèvent au 31 décembre 2014 à 39 K€(7 K€pour l'exercice précédent). Ces dernières ne présentent toutefois pas de risques majeurs pour notre Société.

En conséquence, la Société évolue dans un contexte peu risqué et est en mesure de faire face à ses engagements.

PRESENTATION DES COMPTES ANNUELS ET METHODES D'EVALUATION

La situation que nous venons de vous exposer est reflétée dans les comptes annuels, le bilan et l'annexe que nous vous présentons.

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2014 que nous soumettons à votre approbation ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

La Société a retenu comme méthode de base, pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité, la méthode des coûts historiques.

Les règles et méthodes d'établissement des comptes annuels sont identiques à celles retenues pour les exercices précédents.

Nous vous rappelons que nous avons adopté à compter du 1^{er} janvier 2012, une nouvelle méthode d'amortissement du coût d'acquisition des conteneurs et wagons (immobilisations corporelles) qui est désormais la suivante :

- Amortissement économique pour la durée d'utilisation 20 ans, linéaire ;
- Amortissement fiscal pour la durée d'usage : 10 ans, dégressif.

Le complément d'amortissement par rapport à l'amortissement linéaire est alors comptabilisé en amortissement dérogatoire.

PROPOSITION D'AFFECTATION DU RESULTAT

Nous vous proposons de bien vouloir approuver les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) tels qu'ils vous sont présentés et qui font apparaître un bénéfice de 658 618,33 euros.

Nous vous proposons également de bien vouloir affecter le résultat de l'exercice de la manière suivante :

Résultat de l'exercice (bénéfice) : 658 618,33 €

Augmenté du Report à nouveau antérieur (crédeur) : 672 081,34 €

Soit au total, un **bénéfice distribuable** de : 1 330 699,67 €

↳ **En totalité au compte « report à nouveau »,**

En conséquence :

- le solde de la réserve légale restera fixé à 200 648,00 euros, soit 10% du capital social,
- le solde du report à nouveau sera porté de 672 081,34 euros à 1 330 699,67 euros.

Compte tenu de cette affectation, les capitaux propres de la Société seraient de 6 423 956 euros.

RAPPEL DES DISTRIBUTIONS ANTERIEURES

Afin de nous conformer aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons qu'aucune distribution de dividendes n'a été effectuée au titre des trois derniers exercices.

DEPENSES NON DEDUCTIBLES FISCALEMENT

Conformément aux dispositions des articles 223 quater et 223 quinquies du Code général des impôts, nous vous précisons que les comptes de l'exercice écoulé ne prennent pas en charge de dépenses non admises dans les charges déductibles du résultat fiscal.

TABLEAU DES RESULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

Au présent rapport est annexé, conformément aux dispositions de l'article R 225-102 du Code de commerce, le tableau faisant apparaître les résultats de la Société au cours de chacun des cinq derniers exercices.

CONVENTIONS REGLEMENTEES

Nous vous précisons qu'aucune convention entrant dans le champ d'application de l'article L 225-38 du Code de commerce n'a été conclue ou poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Votre Commissaire aux Comptes a été régulièrement informé de l'absence de conventions visées à l'article L 225-38 du Code de commerce, ce qu'il vous relate dans son rapport spécial sur lequel vous êtes invités à statuer.

ADMINISTRATION ET CONTROLE DE LA SOCIETE

Nous vous précisons qu'aucun mandat de Commissaire aux Comptes n'est arrivé à expiration.

LISTE DES MANDATS ET FONCTIONS

Conformément aux dispositions de l'article L 225-102-1 du Code de commerce, nous vous présentons la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toute société par chacun des mandataires sociaux.

Monsieur Gilles DAMBRINE, Administrateur et Président Directeur Général de la société ETABLISSEMENTS FAUVET-GIREL SA, exerce également les mandats suivants :

- ☞ Administrateur et Directeur Général Délégué (Opérationnel) de la société CWS SA,
- ☞ Administrateur et Directeur Général Délégué (Opérationnel) de la société SPACLO SA,
- ☞ Administrateur et Directeur Général Délégué (Opérationnel) de la société CIWC SA,

Monsieur Bruno DAMBRINE, Administrateur de la société ETABLISSEMENTS FAUVET-GIREL SA, exerce également les mandats suivants :

- ☞ Administrateur et Président Directeur Général de la société CIWC SA,
- ☞ Administrateur et Président Directeur Général de la société CWS SA,
- ☞ Administrateur et Directeur Général de la société SPACLO SA,
- ☞ Représentant permanent de la société SPACLO au Conseil d'administration de la société CHANTELLE SA,
- ☞ Président Directeur Général des Sociétés STE DES ATELIERS D'ORVAL et ATELIERS FERROVIAIRES ET INDUSTRIELS DE FOS, SOCIETE AUXILIAIRE DE RECONSTRUCTION POUR L'INDUSTRIE, SOCIETE D'EQUIPEMENT DES GRANDS ITINERAIRES,
- ☞ Représentant permanent de la société ERMEWA FERROVIAIRE au Conseil d'administration de la société PETROCITERNE.

Monsieur Stéphane PREFOL, Administrateur de la société ETABLISSEMENTS FAUVET-GIREL SA, exerce également les mandats suivants :

- ☞ Administrateur de la société SPACLO SA,
- ☞ Représentant permanent de la société SPACLO au Conseil d'administration de la société CWS SA,
- ☞ Administrateur de la société CIWC SA.

REMUNERATIONS ET AVANTAGES REÇUS PAR LES MANDATAIRES SOCIAUX

En application des dispositions de l'article L 225-102-1 du code de commerce, nous vous rendons compte de la rémunération totale et des avantages de toute nature versés au cours de l'exercice à chacun des mandataires sociaux de la société cotée.

Cette information porte sur les sommes versées tant par votre Société que par les sociétés contrôlées par elle au sens de l'article L 233-16 du code de commerce ou de la société mère qui nous contrôle, à savoir la société SPACLO.

Monsieur Gilles DAMBRINE, Administrateur, Président du conseil d'administration et Directeur Général, exerçant par ailleurs les fonctions d'Administrateur et Directeur Général Délégué (Opérationnel) dans la société mère SPACLO, a reçu au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2014 :

Nature	Montant
Jetons de présence versés par la société ETABLISSEMENTS FAUVET GIREL	3 000 euros
Jetons de présence versés par la société mère SPACLO	9 500 euros
TOTAL	12 500 euros

Monsieur Bruno DAMBRINE, Administrateur, exerçant par ailleurs les fonctions d'Administrateur et de Directeur Général dans la société mère SPACLO, a reçu au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2014 :

Nature	Montant
Jetons de présence versés par la société ETABLISSEMENTS FAUVET GIREL	3 000 euros
Jetons de présence versés par la société mère SPACLO	9 500 euros
TOTAL	12 500 euros

Monsieur Stéphane PREFOL, Administrateur, exerçant par ailleurs les fonctions d'Administrateur dans la société mère SPACLO, a reçu au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2014 :

Nature	Montant
Jetons de présence versés par la société ETABLISSEMENTS FAUVET GIREL	3 000 euros
Jetons de présence versés par la société mère SPACLO	9 500 euros
TOTAL	12 500 euros

RENOUVELLEMENT DU MANDAT D'UN ADMINISTRATEUR

Les mandats d'administrateur de :

- Monsieur Gilles DAMBRINE,
- Monsieur Bruno DAMBRINE,
- Monsieur Stéphane PREFOL,

venant à expiration à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale, nous vous proposons de les renouveler pour une nouvelle période de six années, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée à tenir dans l'année 2021 pour statuer sur les comptes du dernier exercice écoulé (exercice 2020).

JETONS DE PRESENCE

Vous voudrez bien statuer enfin sur le montant global des jetons de présence alloués au Conseil d'administration pour l'exercice en cours, que nous vous proposons de fixer à 9 000 euros.

ACTIONNARIAT SALARIE

Nous vous rappelons que l'alinéa 2 de l'article L 225-129-6 du Code de commerce prévoit la réunion tous les trois ans d'une Assemblée Générale Extraordinaire pour se prononcer sur un projet de résolution tendant à réaliser une augmentation de capital dans les conditions prévues aux articles L 3332-18 à L 3332-24 du Code du travail si, au vu du rapport présenté à l'Assemblée Générale par le Conseil d'Administration en application de l'article L 225-102 du Code de commerce, les actions détenues par le personnel de la Société et des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L 225-180 du Code de commerce représentent moins de 3 % du capital.

Ce délai est repoussé à cinq ans si, à l'occasion d'une augmentation de capital en numéraire, une Assemblée Générale Extraordinaire s'est prononcée depuis moins de trois ans sur un projet de résolution tendant à la réalisation d'une augmentation de capital réservée aux salariés.

Il ressort du présent rapport de gestion qu'au 31 décembre 2014, aucune action n'est détenue par le personnel de la Société et par le personnel des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L 225-180 du Code de commerce.

Nous vous rappelons également que vous avez été consultés sur une proposition d'augmentation de capital réservée aux salariés adhérents à un Plan d'épargne d'entreprise le 16 juin 2014 et qu'en conséquence, il n'y a pas lieu de renouveler cette année, cette consultation dans le cadre de l'obligation périodique édictée à l'alinéa 2 de l'article L 225-129-6 du Code de commerce.

OPERATION D'ACHAT ET DE SOUSCRIPTION D'ACTIONS - ATTRIBUTION D'ACTIONS GRATUITES

Aucune opération d'achat et de souscription d'actions n'a été réalisée au cours de l'exercice écoulé, en vertu des dispositions prévues aux articles L 225-177 à L 225-186 du Code de commerce.

En outre, aucune attribution d'actions gratuites n'a été effectuée au profit des salariés et/ou dirigeants ne détenant pas plus de 10% du capital social au cours de ce même exercice, en vertu des dispositions prévues aux articles L 225-197-1 à L 225-197-3 du Code de commerce.

En conséquence, il n'y a pas lieu d'établir de rapport spécial rendant compte de ces opérations à l'Assemblée Générale Ordinaire, conformément aux dispositions des articles L 225-184 et L 225-197-4 du même Code.

EXTENSION DE L'OBJET SOCIAL

Nous estimons opportun d'actualiser l'objet social de notre Société pour tenir compte du développement de l'activité opérationnelle d'acquisition, de location et d'exploitation de wagons spéciaux et conteneurs.

Outre l'activité de prise de participations dans des sociétés du secteur des moyens de transports, nous vous proposons d'étendre l'objet social, en France ou à l'étranger, aux activités suivantes :

- L'achat, la location et l'exploitation de wagons spéciaux, de conteneurs, et tous équipements s'y rattachant,
- La mise en place de tous moyens permettant la gestion de ces parcs de wagons et conteneurs et le développement des activités précitées,
- Et, généralement, toutes opérations de quelque nature qu'elles soient financières, commerciales, industrielles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement, en totalité ou en partie, à l'objet ci-dessus ou à toutes activités connexes ou complémentaires ou susceptibles de contribuer à son extension ou à son développement.

Il vous appartiendra en conséquence de cette extension d'activités de modifier l'article 2 "OBJET" des statuts.

CONCLUSION

En conclusion, nous souhaitons que ces diverses propositions emportent votre approbation et que vous vouliez bien donner à l'ensemble des administrateurs quitus de leur gestion pour l'exercice social sur les comptes duquel vous avez à vous prononcer.

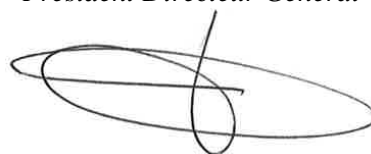
Nous vous invitons, après la lecture des rapports présentés par votre Commissaire aux Comptes, à adopter les résolutions que nous soumettons à votre vote.

FAIT A SURESNES,
LE 8 AVRIL 2015,

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Gilles DAMBRINE

Président Directeur Général



ANNEXE UNIQUE

TABLEAU DES RESULTATS DE LA SOCIETE AU COURS DE CHACUN DES CINQ DERNIERS EXERCICES

NATURES DES INDICATIONS	EXERCICES				
	31/12/2014	31/12/2013	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010
Capital social en fin d'exercice					
Capital social	2 006 480	2 006 480	2 006 480	2 006 480	2 006 480
Nombre des actions :					
- ordinaires existantes	250810	250810	250810	250810	250810
- à dividende prioritaire existantes (sans droit de vote)					
Nombre maximal d'actions titrées à créer :					
- par conversion d'obligations					
- par exercice de droits de souscription					
Opérations et résultats de l'exercice					
Chiffres d'affaires hors taxes	34 933	10 795	12 660	13 833	12 905
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	1 102 720	733 338	122 409	76 938	103 904
Impôts sur les bénéfices	333 124	242 935	58 680	24 052	20 182
Participation des salariés due au titre de l'exercice					
Résultat après impôts, participation des salariés, et dotations aux amortissements et provisions	658 618	479 557	111 188	41 918	34 227
Résultat distribué					
Résultat par action					
Résultat après impôts, participation des salariés, mais avant dotations aux amortissements et provisions	3	2			
Résultat après impôts, participation des salariés, et dotations aux amortissements et provisions	3	2			
Dividende attribué à chaque action					
Effectif					
Effectif moyen des salariés employés durant l'exercice		1	1	1	1
Montant de la masse salariale de l'exercice		20 180	25 668	24 905	23 977
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité sociale, cotures sociales...)	137	9 588	11 123	10 899	10 305

RAPPORT SPECIAL SUR LES PROCEDURES DE CONTROLE INTERNE (ARTICLE L 225-37 DU CODE DE COMMERCE)

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2014

Chers Associés,

En complément du rapport de gestion établi par notre Conseil d'Administration et conformément aux dispositions de l'article L 225-37 du Code de commerce, nous vous rendons compte, dans le présent rapport spécial :

- des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil,
- des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place par la Société,
- des éventuelles limitations apportées par le Conseil d'Administration aux pouvoirs du Directeur Général,
- des modalités de participations aux assemblées générales,
- des principes et règles arrêtés pour déterminer les rémunérations et avantages sociaux de toute nature accordés aux mandataires sociaux.

I - PREPARATION ET ORGANISATION DES TRAVAUX DU CONSEIL

1.1 Composition du Conseil.

Le Conseil d'Administration est composé, à ce jour, de trois administrateurs, nommés pour une durée de six ans, à savoir :

Monsieur Gilles DAMBRINE est Administrateur et Président Directeur Général de la Société jusqu'à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale à tenir dans l'année 2015 pour statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

Il exerce également les mandats suivants :

- ☞ Administrateur et Directeur Général Délégué (Opérationnel) de la société CWS SA,
- ☞ Administrateur et Directeur Général Délégué (Opérationnel) de la société SPACLO SA,
- ☞ Administrateur et Directeur Général Délégué (Opérationnel) de la société CIWC SA,

Monsieur Bruno DAMBRINE est Administrateur de la Société jusqu'à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale à tenir dans l'année 2015 pour statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

Il exerce également les mandats suivants :

- ☞ Administrateur et Président Directeur Général de la société CIWC SA,
- ☞ Administrateur et Président Directeur Général de la société CWS SA,
- ☞ Administrateur et Directeur Général de la société SPACLO SA,
- ☞ Représentant permanent de la société SPACLO au Conseil d'administration de la société CHANTELLE SA,
- ☞ Président Directeur Général des Sociétés STE DES ATELIERS D'ORVAL et ATELIERS FERROVIAIRES ET INDUSTRIELS DE FOS, SOCIETE AUXILIAIRE DE RECONSTRUCTION POUR L'INDUSTRIE, SOCIETE D'EQUIPEMENT DES GRANDS ITINERAIRES,
- ☞ Représentant permanent de la société ERMEWA FERROVIAIRE au Conseil d'administration de la société PETROCITERNE.

Monsieur Stéphane PREFOL est Administrateur de la Société jusqu'à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale à tenir dans l'année 2015 pour statuer sur les comptes de l'exercice écoulé, exerce également les mandats suivants :

- ☞ Administrateur de la société SPACLO SA,
- ☞ Représentant permanent de la société SPACLO au Conseil d'administration de la société CWS SA,
- ☞ Administrateur de la société CIWC SA.

Conformément à l'article R 225-102 du Code de commerce, nous vous rappelons que le Conseil d'administration a procédé au choix entre les deux modalités d'exercice de la Direction Générale prévues à l'article L 225-51-1 du Code de commerce et a décidé d'opter pour le cumul des fonctions de Président du Conseil d'Administration et de Directeur Général. En conséquence, le Président du Conseil d'administration assume sous sa responsabilité la Direction Générale de la Société.

1.2 Organisation des travaux du Conseil

Le Président organise les travaux du Conseil dont le fonctionnement n'est pas régi par un règlement intérieur.

Conformément à l'article 16 des statuts, le Conseil se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige.

1.3 Convocations au Conseil, fréquence des réunions et participation

Conformément à l'article 16 des statuts : « *En principe, la convocation doit être faite trois jours à l'avance. Mais elle peut être verbale et sans délai si tous les Administrateurs y consentent ou ratifient.* »

Les administrateurs ont été régulièrement convoqués lors des conseils soit par courrier soit oralement au moins trois jours avant la date fixée pour la tenue de la réunion du conseil.

Les administrateurs ont régulièrement été convoqués par le Président, trois (3) jours à l'avance soit par courrier soit oralement.

Conformément à l'article L 823-17 du Code de commerce, les Commissaires aux Comptes sont convoqués à toutes les séances du Conseil d'Administration qui examinent ou arrêtent les comptes annuels ou intermédiaires.

Au cours de l'exercice écoulé, notre Conseil s'est réuni quatre fois.

L'agenda des réunions du Conseil a été le suivant :

DATE	ORDRE DU JOUR
25/07/2014	- Examen et arrêté des comptes semestriels au 30 juin 2014 et du rapport financier semestriel, - Questions diverses.
21/07/2014	- Autorisation de la cession d'un bien immobilier sis à MARLY LE ROI (YVELINES) inscrit à l'actif de la Société ; Pouvoirs en conséquence.
16/06/2014	- Renouvellement du mandat du Président du Conseil d'Administration assumant la direction générale de la Société, - Répartition des jetons de présence, - Questions diverses, - Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.
08/04/2014	- Examen et arrêté des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013, - Proposition d'affectation du résultat de l'exercice, - Conventions de l'article L. 225-38 du Code de commerce, - Proposition de renouvellement d'administrateurs, - Proposition de fixation des jetons de présence, - Etat de l'actionnariat salarié ; Projet d'augmentation de capital réservée aux salariés adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise, conformément aux dispositions de l'article L. 225-129-6 du Code de commerce, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de ces salariés, - Délibération sur la politique de la Société en matière d'égalité professionnelle et salariale, - Convocation de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle et Extraordinaire, - Préparation du rapport de gestion et du projet de résolutions, - Questions diverses.

Le taux de participation s'est élevé à 100 %.

1.4 Information des administrateurs

Les administrateurs reçoivent tous les documents et informations nécessaires à leur mission trois (3) jours avant chaque réunion du Conseil. Ils reçoivent aussi régulièrement toutes les informations importantes concernant la Société.

1.5 Tenue des réunions et décisions adoptées

Les réunions du Conseil se sont déroulées au siège social et ont été présidées par le Président du Conseil d'Administration.

A l'issue de chaque réunion, un procès-verbal est établi par le secrétaire nommé par le Conseil puis arrêté par le Président, qui le soumet à l'approbation du Conseil lors de la réunion suivante. Les procès-verbaux sont retranscrits dans le registre des procès-verbaux après signature du Président et d'un administrateur.

II - PROCEDURES DE CONTROLE INTERNE

Les procédures de contrôle interne mises en place par votre Société ont pour but de s'assurer de la fiabilité des comptes et de la gestion financière, et de la maîtrise des risques inhérents à l'activité de la Société.

Les procédures de contrôle interne sont adaptées en fonction de la dimension très restreinte actuelle des activités de la société.

Les gestions de trésorerie sont concentrées sur une banque centralisatrice qui fournit chaque fin de mois la situation des en-cours et à chaque renouvellement les montants des produits financiers obtenus des placements.

La vérification des informations comptables et financières est facilitée par le nombre très faible d'opérations conduites.

L'absence de personnel dépendant directement de la société permet de s'assurer que les risques sociaux sont maîtrisés.

L'organisation du contrôle interne s'articule donc de la façon suivante :

1-1 Description synthétique du système comptable

Les principaux éléments ci-après précisent l'organisation dans laquelle s'inscrit l'élaboration de l'information financière et comptable destinée aux actionnaires.

La gestion comptable et financière de notre Société est assurée par la société AUDIT SYNTHÈSE, laquelle a en charge l'élaboration des comptes et informations financières, dans le cadre d'un contrat de prestation de services passé le 1^{er} mars 2006.

Le système informatique de gestion comptable est un progiciel du marché.

La tenue de la comptabilité de la Société est régie par le plan comptable général défini par le règlement n°99-03 du 29 avril 1999 du Comité de la réglementation comptable dans sa version en vigueur (dernière modification : règlements n°2007-02 et n°2007-03 du 14 décembre 2007).

L'organisation des contrôles, outre l'intervention des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels et semestriels, relève du contrôle hiérarchique sur les opérations.

La signature des règlements financiers et des paiements relève de la compétence du Président Directeur Général, après justification sur pièces approuvées.

1-2 Contrôle de l'information financière

La Société Etablissements FAUVET GIREL est une société anonyme cotée qui ne fait plus appel au marché financier depuis de nombreuses années.

Compte tenu de la sortie du domaine opérationnel (location de conteneurs) qui caractérise sa situation, les relations avec les acteurs du marché et avec les organismes qui le gouvernent, sont de la compétence exclusive du Président Directeur Général. Il n'est pas dans les objectifs de rechercher la notoriété boursière.

1-3 Description synthétique des procédures de contrôle interne.

D'une façon générale, les procédures de contrôle interne reposent essentiellement sur le contrôle des opérations par la hiérarchie.

La Société avait une activité opérationnelle de location de conteneurs.

L'essentiel du résultat dégagé par la Société provient de la gestion de la trésorerie bloquée sur des comptes rémunérés à taux fixes et de l'éventuelle cession de biens appartenant à son patrimoine immobilier.

Compte tenu de cette activité il n'existe pas de risque identifié.

Le cas échéant, les risques de nature juridique sont suivis par un prestataire externe.

III - LIMITATION DES POUVOIRS DU DIRECTEUR GENERAL

Conformément aux dispositions de l'article 18-II des statuts, « *la direction Générale est investie des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société. Elle exerce ses pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux Assemblées d'Actionnaires et au Conseil d'Administration.*

La direction Générale représente la Société dans ses rapports avec les tiers. »

Il est précisé que le Conseil d'Administration n'a pas apporté de limitations particulières aux pouvoirs du Directeur Général.

IV - LIMITATION DES POUVOIRS DU DIRECTEUR GENERAL

Les modalités de convocation, les conditions d'admission et les conditions d'exercice des droits de vote des actionnaires à l'Assemblée Générale sont régis par la loi et les articles 24 « Convocation, lieu de réunion des Assemblées Générales », 26 « Accès aux Assemblées – pouvoirs », 29 « Quorum – Vote – Nombre de voix », 31 « attribution et pouvoirs de l'Assemblée Générale Ordinaire – quorum et majorité », 32 « attribution et pouvoirs de l'Assemblée Générale Extraordinaire – quorum et majorité » et 33 « droit de communication des actionnaires » des statuts de la Société.

V - ELEMENTS SUSCEPTIBLES D'AVOIR UNE INCIDENCE EN CAS D'OFFRE PUBLIQUE

Il n'existe pas d'éléments identifiés ayant une incidence en cas d'offre publique.

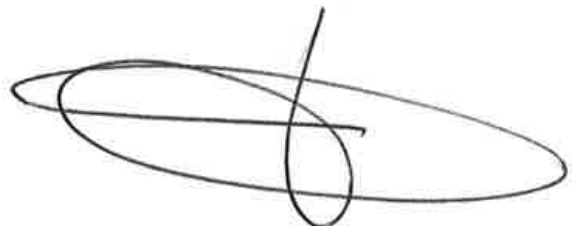
VI - PRINCIPES ET REGLES ARRETES POUR DETERMINER LES REMUNERATIONS ET AVANTAGES DE TOUTE NATURE ACCORDES AUX MANDATAIRES SOCIAUX

Les rémunérations versées par la Société ETABLISSEMENT FAUVET GIREL sont des jetons de présence.

Le montant des jetons de présence alloués par l'Assemblée Générale du 16 juin 2014 au Conseil d'administration a été fixé à la somme de 9 000 euros pour l'exercice en cours et chacun des exercices ultérieurs. Le Conseil d'administration s'est réuni à l'issue de ladite Assemblée Générale afin notamment de procéder à la répartition des jetons de présence.

FAIT A SURESNES,
LE 8 AVRIL 2015,

Gilles DAMBRINE
Président Directeur Général

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized loop that crosses itself, followed by a vertical stroke that descends and loops back up to cross the main loop.

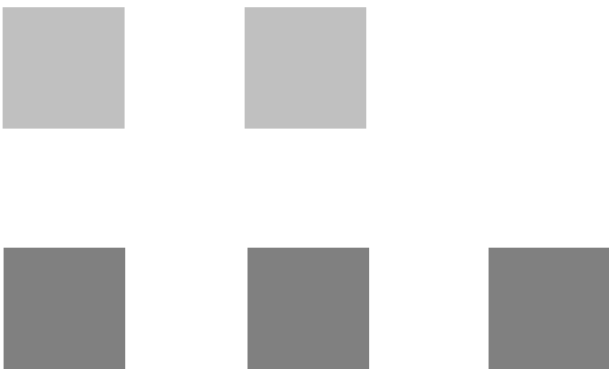
ETABLISSEMENTS FAUVET GIREL

Société Anonyme à Conseil d'administration au capital de 2 006 480 euros

Siège Social : 40 boulevard Henri SELLIER – 92150 SURESNES

552 064 933 R.C.S. NANTERRE

COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2014



Etats Comptables

31/12/2014



AUDIT SYNTHESE

*Place de Narvik - 11 rue de Téhéran
75008 PARIS*



Bilan



Bilan Actif

FAUVET GIREL

Période du 01/01/14 au 31/12/14

Edition du 29/04/15

RUBRIQUES	BRUT	Amortissements	Net (N) 31/12/2014	Net (N-1) 31/12/2013
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELÉ				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concession, brevets et droits similaires	1 500	1 500		
Fonds commercial	106 209		106 209	106 209
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles :	107 709	1 500	106 209	106 209
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	3 267		3 267	19 676
Constructions	28 398	26 937	1 462	57 738
Installations techniques, matériel et outillage industriel	2 352 781	110 615	2 242 166	
Autres immobilisations corporelles	3 094	3 094		
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles :	2 387 540	140 646	2 246 895	77 414
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				2 500 000
Prêts				
Autres immobilisations financières				54 418
TOTAL immobilisations financières :				2 554 418
ACTIF IMMOBILISÉ	2 495 249	142 146	2 353 103	2 738 041
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières et approvisionnement				
Stocks d'en-cours de production de biens				
Stocks d'en-cours production de services				
Stocks produits intermédiaires et finis				
Stocks de marchandises				
TOTAL stocks et en-cours :				
CRÉANCES				
Avances, acomptes versés sur commandes				646
Créances clients et comptes rattachés	39 406		39 406	7 156
Autres créances	15 758		15 758	15 336
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL créances :	55 164		55 164	23 138
DISPONIBILITÉS ET DIVERS				
Valeurs mobilières de placement	4 110 000		4 110 000	3 007 000
Disponibilités	46 339		46 339	133 778
Charges constatées d'avance	2 776		2 776	4 120
TOTAL disponibilités et divers :	4 159 115		4 159 115	3 144 898
ACTIF CIRCULANT	4 214 279		4 214 279	3 168 036
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes remboursement des obligations				
Écarts de conversion actif				
TOTAL GÉNÉRAL	6 709 529	142 146	6 567 383	5 906 076

Bilan Passif

FAUVET GIREL

Période du 01/01/14 au 31/12/14

Edition du 29/04/15

RUBRIQUES	Net (N) 31/12/2014	Net (N-1) 31/12/2013
SITUATION NETTE		
Capital social ou individuel dont versé 2 006 480	2 006 480	2 006 480
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	208 086	208 086
Écarts de réévaluation dont écart d'équivalence	17 480	17 480
Réserve légale	200 648	200 648
Réserves statutaires ou contractuelles	2 572 790	2 572 790
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	672 081	192 524
Résultat de l'exercice	658 618	479 557
TOTAL situation nette :	6 336 184	5 677 566
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES	87 772	9 762
CAPITAUX PROPRES	6 423 956	5 687 327
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	11 375	
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	11 375	
DETTES FINANCIÈRES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
TOTAL dettes financières :		
AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES EN COURS		
DETTES DIVERSES		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	16 581	11 536
Dettes fiscales et sociales	97 550	187 195
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	17 920	20 017
TOTAL dettes diverses :	132 051	218 749
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE		
DETTES	132 051	218 749
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GÉNÉRAL	6 567 383	5 906 076

Compte de Résultat



Compte de Résultat (Première Partie)

FAUVET GIREL

Période du 01/01/14 au 31/12/14
Edition du 29/04/15

RUBRIQUES	France	Export	Net (N) 31/12/2014	Net (N-1) 31/12/2013
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services	34 933		34 933	10 795
Chiffres d'affaires nets	34 933		34 933	10 795
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges			2 041	
Autres produits			38 527	107 334
PRODUITS D'EXPLOITATION			75 501	118 130
CHARGES EXTERNES				
Achats de marchandises [et droits de douane]				
Variation de stock de marchandises				
Achats de matières premières et autres approvisionnement				
Variation de stock [matières premières et approvisionnement]				
Autres achats et charges externes			95 756	101 180
TOTAL charges externes :			95 756	101 180
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILÉS			6 168	9 671
CHARGES DE PERSONNEL				
Salaires et traitements				20 180
Charges sociales			137	6 685
TOTAL charges de personnel :			137	26 864
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Dotations aux amortissements sur immobilisations			21 592	11 151
Dotations aux provisions sur immobilisations				
Dotations aux provisions sur actif circulant				
Dotations aux provisions pour risques et charges				
TOTAL dotations d'exploitation :			21 592	11 151
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION			9 012	9 005
CHARGES D'EXPLOITATION			132 664	157 871
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			(57 163)	(39 741)

Compte de Résultat (Seconde Partie)

FAUVET GIREL

Période du 01/01/14 au 31/12/14
Edition du 29/04/15

RUBRIQUES	Net (N) 31/12/2014	Net (N-1) 31/12/2013
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	(57 163)	(39 741)
Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS		
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	79 191	131 699
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	79 191	131 699
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
RÉSULTAT FINANCIER	79 191	131 699
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS	22 028	91 958
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	2 207	663
Produits exceptionnels sur opérations en capital	1 124 935	652 000
Reprises sur provisions et transferts de charges	2 139	305
	1 129 282	652 968
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		7 321
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	68 042	15 113
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	91 525	
	159 567	22 434
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	969 715	630 534
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	333 124	242 935
TOTAL DES PRODUITS	1 283 974	902 796
TOTAL DES CHARGES	625 355	423 239
BÉNÉFICE OU PERTE	658 618	479 557

Annexe



La présente annexe fait partie intégrante des comptes annuels de l'exercice clos au 31 Décembre 2014.
Le bilan à cette date, avant répartition, fait état d'un total de 6 567 383 €.

FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE

Au cours de l'exercice, la société a cédé deux biens immobiliers, à savoir les appartements situés à Sèvres et Marly le Roi.
La plus-value totale dégagée s'est élevée à 1 054 958 €.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels présentés sont établis conformément au Règlement ANC n° 2014-03.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Immobilisations incorporelles :

Les immobilisations incorporelles sont constituées d'un fonds de commerce et d'un logiciel.

Logiciel

linéaire

12 mois

Immobilisations corporelles :

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations). Les taux d'amortissements pratiqués sont les suivants :

Construction

linéaire

50 ans

Matériel de transport

linéaire

4 ans

Matériel en location agencement

linéaire

6 ans

Conteneurs & wagons :

- Amortissement économique pour la durée d'utilisation

20 ans, linéaire

- Amortissement fiscal pour la durée d'usage :

10 ans, dégressif

Le complément d'amortissement par rapport à l'amortissement linéaire est comptabilisé en amortissement dérogatoire.

Au cours de l'exercice, la société a fait l'acquisition de 25 wagons.

Immobilisations financières :

Les immobilisations financières correspondent aux titres de participation, et figurent au bilan à leur coût d'acquisition.

Les produits structurés sont arrivés à échéance en 2014.

Informations sur les VMP :

La société FAUVET GIREL détient au 31/12/2014 des certificats de dépôt pour un montant de 4 110 000 €. Ils ont une durée maximum de 1 mois et sont rémunérés à taux fixe.

Créances et dettes :

Les créances et dettes sont évaluées à leur valeur nominale.

Les créances sont éventuellement dépréciées par voie de provision pour tenir compte au cas par cas des difficultés de recouvrement.

Les honoraires relatifs à la prestation des commissaires aux comptes au titre de l'année s'élèvent à 13 300 € hors taxes.

Provisions :

La méthode retenue consiste à appliquer au nombre de wagons au jour de la clôture la moyenne des frais de révision des trois dernières années, avec un plafond de 1 600 € par wagon.

RENSEIGNEMENTS DIVERS

Effectif :

La société n'emploie aucun salarié au 31 Décembre 2014.

Informations sur le
Bilan
et le
Compte de résultat



Immobilisations

FAUVET GIREL

Période du 01/01/14 au 31/12/14
Edition du 29/04/15

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations par réévaluation	Acquisitions apports, création virements
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles	107 709		
TOTAL immobilisations incorporelles :	107 709		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains	19 676		
Constructions sur sol propre	161 106		
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales	69 316		1 615
Installations techniques et outillage industriel	133 393		2 257 500
Installations générales, agencements et divers	3 094		
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique et mobilier			
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
TOTAL immobilisations corporelles :	386 585		2 259 115
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES			
Participations évaluées par mises en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés	2 500 000		
Prêts et autres immobilisations financières	54 418		
TOTAL immobilisations financières :	2 554 418		
TOTAL GÉNÉRAL	3 048 712		2 259 115

RUBRIQUES	Diminutions par virement	Diminutions par cessions mises hors service	Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations légales
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement				
Autres immobilisations incorporelles			107 709	
TOTAL immobilisations incorporelles :			107 709	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains		16 409	3 267	
Constructions sur sol propre		134 323	26 783	
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales		69 316	1 615	
Install. techn., matériel et out. industriels		38 112	2 352 781	
Inst. générales, agencements et divers			3 094	
Matériel de transport				
Mat. de bureau, informatique et mobil.				
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles :		258 159	2 387 540	
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations mises en équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés		2 500 000		
Prêts et autres immo. financières		54 418		
TOTAL immobilisations financières :		2 554 418		
TOTAL GÉNÉRAL		2 812 577	2 495 249	

Amortissements

FAUVET GIREL

Période du 01/01/14 au 31/12/14

Edition du 29/04/15

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement.				
Autres immobilisations incorporelles	1 500			1 500
TOTAL immobilisations incorporelles :	1 500			1 500
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre	136 641	1 240	111 098	26 783
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales	36 043	5 018	40 907	154
Installations techn. et outillage industriel	133 393	15 334	38 112	110 615
Inst. générales, agencements et divers	3 094			3 094
Matériel de transport				
Mat. de bureau, informatique et mobil.				
Emballages récupérables et divers				
TOTAL immobilisations corporelles :	309 171	21 592	190 117	140 646
TOTAL GÉNÉRAL	310 671	21 592	190 117	142 146

VENTILATIONS DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles			
TOTAL immobilisations incorporelles :			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales			
Installations techniques et outillage industriel		80 150	
Installations générales, agencements et divers			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique et mobilier			
Emballages récupérables et divers			
TOTAL immobilisations corporelles :		80 150	
Frais d'acquisition de titres de participations			
TOTAL GÉNÉRAL		80 150	

Amortissements (suite)

FAUVET GIREL

Période du 01/01/14 au 31/12/14
Edition du 29/04/15

MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES		
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Dotations	Reprises
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES Frais d'établissement et de développement Autres immobilisations incorporelles TOTAL immobilisations incorporelles :		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES Terrains Constructions sur sol propre Constructions sur sol d'autrui Constructions installations générales Installations techniques et outillage industriel Installations générales, agencements et divers Matériel de transport Matériel de bureau, informatique et mobilier Emballages récupérables et divers TOTAL immobilisations corporelles :	80 150	
Frais d'acquisition de titres de participations	80 150	

TOTAL GÉNÉRAL	80 150	
----------------------	---------------	--

MOUVEMENTS DE L'EXERCICE AFFECTANT LES CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES				
RUBRIQUES	Montant net début exercice	Augmentations	Dotations de l'exercice aux amortissements	Montant net fin exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursem. des obligations				

Provisions Inscrites au Bilan

FAUVET GIREL

Période du 01/01/14 au 31/12/14
Edition du 29/04/15

RUBRIQUES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
Prov. pour reconstitution des gisements				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires		80 150		80 150
Dont majorations exceptionnelles de 30%				
Provisions fiscales pour implantation à l'étranger constituées avant le 1.1.1992				
Provisions fiscales pour implantation à l'étranger constituées après le 1.1.1992				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées	9 762		2 139	7 622
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES	9 762	80 150	2 139	87 772

Provisions pour litiges				
Prov. pour garant. données aux clients				
Prov. pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Prov. pour pensions et obligat. simil.				
Provisions pour impôts				
Prov. pour renouvellement des immo.				
Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres prov. pour risques et charges		11 375		11 375
PROV. POUR RISQUES ET CHARGES		11 375		11 375

Prov. sur immobilisations incorporelles				
Prov. sur immobilisations corporelles				
Prov. sur immo. titres mis en équival.				
Prov. sur immo. titres de participation				
Prov. sur autres immo. financières				
Provisions sur stocks et en cours				
Provisions sur comptes clients				
Autres provisions pour dépréciation				
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION				

TOTAL GÉNÉRAL	9 762	91 525	2 139	99 147
----------------------	--------------	---------------	--------------	---------------

État des Échéances des Créances et Dettes

FAUVET GIREL

Période du 01/01/14 au 31/12/14
Edition du 29/04/15

ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
TOTAL de l'actif immobilisé :			
DE L'ACTIF CIRCULANT			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	39 406	39 406	
Créance représent. de titres prêtés ou remis en garantie			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
État - Impôts sur les bénéfices			
État - Taxe sur la valeur ajoutée	14 331	14 331	
État - Autres impôts, taxes et versements assimilés			
État - Divers			
Groupe et associés			
Débiteurs divers	1 427	1 427	
TOTAL de l'actif circulant :	55 164	55 164	
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	2 776	2 776	

TOTAL GÉNÉRAL	57 940	57 940	
----------------------	---------------	---------------	--

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Après des établissements de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine				
- à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	16 581	16 581		
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autres organismes	209	209		
Impôts sur les bénéfices	90 188	90 188		
Taxe sur la valeur ajoutée	6 886	6 886		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	267	267		
Dettes sur immo. et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	17 920	8 029	9 891	
Dettes représentat. de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				

TOTAL GÉNÉRAL	132 051	122 160	9 891	
----------------------	----------------	----------------	--------------	--

Charges à Payer

FAUVET GIREL

Période du 01/01/14 au 31/12/14
Edition du 29/04/15

MONTANT DES CHARGES À PAYER INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	9 120
Dettes fiscales et sociales	267
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Disponibilités, charges à payer	
Autres dettes	8 029

TOTAL	17 416
--------------	---------------

Charges et Produits Constatés d'Avance

FAUVET GIREL

Période du 01/01/14 au 31/12/14
Edition du 29/04/15

RUBRIQUES	Charges	Produits
Charges ou produits d'exploitation	2 776	
Charges ou produits financiers		
Charges ou produits exceptionnels		
TOTAL	2 776	

Détail des Produits Exceptionnels et Charges Exceptionnelles

Période du 01/01/14 au 31/12/14
Edition du 29/04/15

FAUVET GIREL

PRODUITS EXCEPTIONNELS	Montant	Imputé au compte
PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS	2 000	771000
PRODUITS SUR EXERCICES ANTERIEURS	207	772000
PRODUITS SUR CESSIONS IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 124 935	775000
REPRISE PROVISION SPECIALE DE REEVALUATION	2 139	787260

TOTAL

1 129 281

CHARGES EXCEPTIONNELLES	Montant	Imputé au compte
VALEUR COMPTABLE DES IMMOS CORPORELLES CEDEES	68 042	675200
AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES	80 150	687250
DOTATION PROVISION GROSSES REVISIONS	11 375	687500

TOTAL

159 567

Composition du Capital Social

FAUVET GIREL

Période du 01/01/14 au 31/12/14

Edition du 29/04/15

CATEGORIES DE TITRES	Nombre	Valeur nominale
1 - Actions ou parts sociales composant le capital soc. au début de l'exercice	250810	8
2 - Actions ou parts sociales émises pendant l'exercice		
3 - Actions ou parts sociales remboursées pendant l'exercice		
4 - Actions ou parts sociales composant le capital social en fin d'exercice	250810	8

Ventilation de l'Impôt sur les Bénéfices

FAUVET GIREL

Période du 01/01/14 au 31/12/14
Edition du 29/04/15

RÉPARTITION	Résultats avant impôts	Impôts
Résultat courant	22 028	9 886
Résultat exceptionnel (hors participation)	969 715	323 238
Résultat comptable (hors participation)	991 742	333 124

Résultats et autres éléments significatifs des 5 derniers exercices

FAUVET GIREL

Période du 01/01/14 au 31/12/14

NATURES DES INDICATIONS	EXERCICES				
	31/12/2014	31/12/2013	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010
Capital social en fin d'exercice					
Capital social	2 006 480	2 006 480	2 006 480	2 006 480	2 006 480
Nombre des actions :					
-ordinaires existantes	250810	250810	250810	250810	250810
-à dividende prioritaire existantes (sans droit de vote)					
Nombre maximal d'actions futures à créer :					
-par conversion d'obligations					
-par exercice de droits de souscription					
Opérations et résultats de l'exercice					
Chiffres d'affaires hors taxes	34 933	10 795	12 660	13 833	12 905
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	1 102 720	733 338	122 409	76 938	103 904
Impôts sur les bénéfices	333 124	242 935	58 690	24 062	20 182
Participation des salariés due au titre de l'exercice					
Résultat après impôts, participation des salariés, et dotations aux amortissements et provisions	658 618	479 557	111 188	41 918	34 227
Résultat distribué					
Résultat par action					
Résultat après impôts, participation des salariés, mais avant dotations aux amortissements et provisions	3	2			
Résultat après impôts, participation des salariés, et dotations aux amortissements et provisions	3	2			
Dividende attribué à chaque action					
Effectif					
Effectif moyen des salariés employés durant l'exercice		1	1	1	1
Montant de la masse salariale de l'exercice		20 180	25 668	24 906	23 977
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité sociale, oeuvres sociales...)	137	9 588	11 123	10 899	10 306

ETABLISSEMENTS FAUVET GIREL

Société Anonyme à Conseil d'administration au capital de 2 006 480 euros

Siège Social : 40 boulevard Henri SELLIER – 92150 SURESNES

552 064 933 R.C.S. NANTERRE

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

C O P E R N I C

Société de Commissariat aux Comptes Membre de la Compagnie Régionale de Paris

109, rue de Courcelles - 75017 PARIS - Tél : 01.45.53.16.57 - Fax : 01.45.53.16.67

4, rue du Bulloz - PAE Les Glaisins - 74940 ANNECY LE VIEUX - Tél : 04.50.45.14.64 - Fax : 04.50.45.01.11

ETABLISSEMENTS FAUVET GIREL

Société anonyme au capital de 2.006.480 euros

Siège social : 40, boulevard Henri Sellier - 92150 SURESNES

552 064 933 R.C.S. NANTERRE

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

**Rapport du Commissaire aux Comptes
sur le rapport du Président du conseil d'administration**

**Rapport spécial du Commissaire aux Comptes
sur les conventions et engagements réglementés**

(exercice clos le 31 décembre 2014)

C O P E R N I C

Société de Commissariat aux Comptes Membre de la Compagnie Régionale de Paris

109, rue de Courcelles - 75017 PARIS - Tél : 01.45.53.16.57 - Fax : 01.45.53.16.67

4, rue du Bulloz - PAE Les Glaisins - 74940 ANNECY LE VIEUX - Tél : 04.50.45.14.64 - Fax : 04.50.45.01.11

ETABLISSEMENTS FAUVET GIREL

Société anonyme au capital de 2.006.480 euros

Siège social : 40, boulevard Henri Sellier - 92150 SURESNES

552 064 933 R.C.S. NANTERRE

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

(exercice clos le 31 décembre 2014)

ETABLISSEMENTS FAUVET GIREL

Société anonyme au capital de 2.006.480 €uros

Siège social : 40, boulevard Henri Sellier - 92150 SURESNES

552 064 933 R.C.S. NANTERRE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2014

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2014 sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société FAUVET GIREL, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications et les informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I – OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II – JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L 823-9 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté plus particulièrement sur les mouvements ayant affecté les comptes d'immobilisations, et la trésorerie.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III – VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

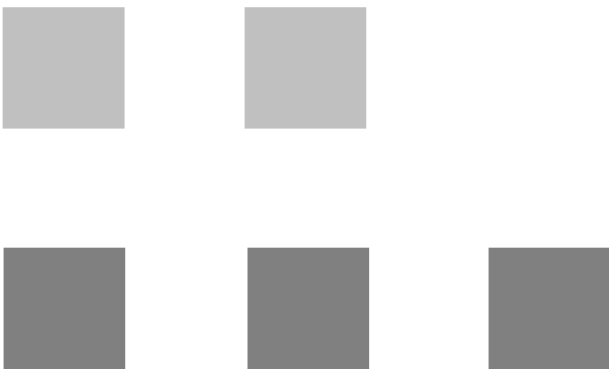
Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L 225-102-1 du Code de Commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Fait à Paris, le 29 avril 2015.

Pour COPERNIC,
Société de Commissaires aux Comptes :



Philippe SIXDENIER,
Mandataire social.



Etats Comptables

31/12/2014



AUDIT SYNTHESE

*Place de Narvik - 11 rue de Téhéran
75008 PARIS*



Sommaire

Bilan	2
Bilan actif.....	3
Bilan passif.....	4
Compte de résultat	5
Compte de résultat (première partie).....	6
Compte de résultat (seconde partie).....	7
Annexe	8
Règles et méthodes comptables.....	9
Informations sur le bilan et le compte de résultat	11
Etat de l'actif immobilisé.....	12
Etat des amortissements.....	13
Etat des provisions.....	15
Etat des échéances des créances et des dettes.....	16
Produits à recevoir.....	17
Charges à payer.....	18
Charges et produits constatés d'avance.....	19
Charges et produits exceptionnels.....	20
Composition du capital social.....	21
Ventilation de l'impôt sur les bénéfices.....	22
Résultat des 5 derniers exercices	23



Bilan



Bilan Actif

FAUVET GIREL

Période du 01/01/14 au 31/12/14

Edition du 29/04/15

RUBRIQUES	BRUT	Amortissements	Net (N) 31/12/2014	Net (N-1) 31/12/2013
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELÉ				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concession, brevets et droits similaires	1 500	1 500		
Fonds commercial	106 209		106 209	106 209
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles :	107 709	1 500	106 209	106 209
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	3 267		3 267	19 676
Constructions	28 398	26 937	1 462	57 738
Installations techniques, matériel et outillage industriel	2 352 781	110 615	2 242 166	
Autres immobilisations corporelles	3 094	3 094		
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles :	2 387 540	140 646	2 246 895	77 414
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				2 500 000
Prêts				
Autres immobilisations financières				54 418
TOTAL immobilisations financières :				2 554 418
ACTIF IMMOBILISÉ	2 495 249	142 146	2 353 103	2 738 041
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières et approvisionnement				
Stocks d'en-cours de production de biens				
Stocks d'en-cours production de services				
Stocks produits intermédiaires et finis				
Stocks de marchandises				
TOTAL stocks et en-cours :				
CRÉANCES				
Avances, acomptes versés sur commandes				646
Créances clients et comptes rattachés	39 406		39 406	7 156
Autres créances	15 758		15 758	15 336
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL créances :	55 164		55 164	23 138
DISPONIBILITÉS ET DIVERS				
Valeurs mobilières de placement	4 110 000		4 110 000	3 007 000
Disponibilités	46 339		46 339	133 778
Charges constatées d'avance	2 776		2 776	4 120
TOTAL disponibilités et divers :	4 159 115		4 159 115	3 144 898
ACTIF CIRCULANT	4 214 279		4 214 279	3 168 036
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes remboursement des obligations				
Écarts de conversion actif				
TOTAL GÉNÉRAL	6 709 529	142 146	6 567 383	5 906 076

Bilan Passif

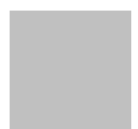
FAUVET GIREL

Période du 01/01/14 au 31/12/14

Edition du 29/04/15

RUBRIQUES	Net (N) 31/12/2014	Net (N-1) 31/12/2013
SITUATION NETTE		
Capital social ou individuel dont versé 2 006 480	2 006 480	2 006 480
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	208 086	208 086
Écarts de réévaluation dont écart d'équivalence	17 480	17 480
Réserve légale	200 648	200 648
Réserves statutaires ou contractuelles	2 572 790	2 572 790
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	672 081	192 524
Résultat de l'exercice	658 618	479 557
TOTAL situation nette :	6 336 184	5 677 566
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES	87 772	9 762
CAPITAUX PROPRES	6 423 956	5 687 327
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	11 375	
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	11 375	
DETTES FINANCIÈRES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
TOTAL dettes financières :		
AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES EN COURS		
DETTES DIVERSES		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	16 581	11 536
Dettes fiscales et sociales	97 550	187 195
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	17 920	20 017
TOTAL dettes diverses :	132 051	218 749
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE		
DETTES	132 051	218 749
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GÉNÉRAL	6 567 383	5 906 076

Compte de Résultat



Compte de Résultat (Première Partie)

FAUVET GIREL

Période du 01/01/14 au 31/12/14

Edition du 29/04/15

RUBRIQUES	France	Export	Net (N) 31/12/2014	Net (N-1) 31/12/2013
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services	34 933		34 933	10 795
Chiffres d'affaires nets	34 933		34 933	10 795
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges			2 041	
Autres produits			38 527	107 334
PRODUITS D'EXPLOITATION			75 501	118 130
CHARGES EXTERNES				
Achats de marchandises [et droits de douane]				
Variation de stock de marchandises				
Achats de matières premières et autres approvisionnement				
Variation de stock [matières premières et approvisionnement]				
Autres achats et charges externes			95 756	101 180
TOTAL charges externes :			95 756	101 180
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILÉS			6 168	9 671
CHARGES DE PERSONNEL				
Salaires et traitements				20 180
Charges sociales			137	6 685
TOTAL charges de personnel :			137	26 864
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Dotations aux amortissements sur immobilisations			21 592	11 151
Dotations aux provisions sur immobilisations				
Dotations aux provisions sur actif circulant				
Dotations aux provisions pour risques et charges				
TOTAL dotations d'exploitation :			21 592	11 151
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION			9 012	9 005
CHARGES D'EXPLOITATION			132 664	157 871
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			(57 163)	(39 741)

Compte de Résultat (Seconde Partie)

FAUVET GIREL

Période du 01/01/14 au 31/12/14
Edition du 29/04/15

RUBRIQUES	Net (N) 31/12/2014	Net (N-1) 31/12/2013
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	(57 163)	(39 741)
Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS		
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	79 191	131 699
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	79 191	131 699
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
RÉSULTAT FINANCIER	79 191	131 699
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS	22 028	91 958
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	2 207	663
Produits exceptionnels sur opérations en capital	1 124 935	652 000
Reprises sur provisions et transferts de charges	2 139	305
	1 129 282	652 968
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		7 321
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	68 042	15 113
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	91 525	
	159 567	22 434
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	969 715	630 534
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	333 124	242 935
TOTAL DES PRODUITS	1 283 974	902 796
TOTAL DES CHARGES	625 355	423 239
BÉNÉFICE OU PERTE	658 618	479 557

Annexe



La présente annexe fait partie intégrante des comptes annuels de l'exercice clos au 31 Décembre 2014.
Le bilan à cette date, avant répartition, fait état d'un total de 6 567 383 €.

FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE

Au cours de l'exercice, la société a cédé deux biens immobiliers, à savoir les appartements situés à Sèvres et Marly le Roi.
La plus-value totale dégagée s'est élevée à 1 054 958 €.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels présentés sont établis conformément au Règlement ANC n° 2014-03.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Immobilisations incorporelles :

Les immobilisations incorporelles sont constituées d'un fonds de commerce et d'un logiciel.

Logiciel

linéaire

12 mois

Immobilisations corporelles :

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations). Les taux d'amortissements pratiqués sont les suivants :

Construction

linéaire

50 ans

Matériel de transport

linéaire

4 ans

Matériel en location agencement

linéaire

6 ans

Conteneurs & wagons :

- Amortissement économique pour la durée d'utilisation

20 ans, linéaire

- Amortissement fiscal pour la durée d'usage :

10 ans, dégressif

Le complément d'amortissement par rapport à l'amortissement linéaire est comptabilisé en amortissement dérogatoire.

Au cours de l'exercice, la société a fait l'acquisition de 25 wagons.

Immobilisations financières :

Les immobilisations financières correspondent aux titres de participation, et figurent au bilan à leur coût d'acquisition.

Les produits structurés sont arrivés à échéance en 2014.

Informations sur les VMP :

La société FAUVET GIREL détient au 31/12/2014 des certificats de dépôt pour un montant de 4 110 000 €. Ils ont une durée maximum de 1 mois et sont rémunérés à taux fixe.

Créances et dettes :

Les créances et dettes sont évaluées à leur valeur nominale.

Les créances sont éventuellement dépréciées par voie de provision pour tenir compte au cas par cas des difficultés de recouvrement.

Les honoraires relatifs à la prestation des commissaires aux comptes au titre de l'année s'élèvent à 13 300 € hors taxes.

Provisions :

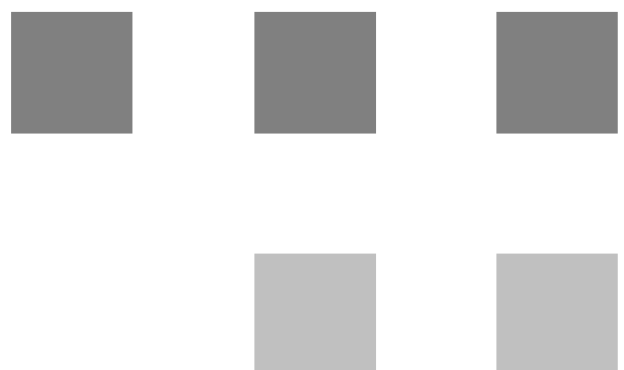
La méthode retenue consiste à appliquer au nombre de wagons au jour de la clôture la moyenne des frais de révision des trois dernières années, avec un plafond de 1 600 € par wagon.

RENSEIGNEMENTS DIVERS

Effectif :

La société n'emploie aucun salarié au 31 Décembre 2014.

Informations sur le
Bilan
et le
Compte de résultat



Immobilisations

FAUVET GIREL

Période du 01/01/14 au 31/12/14
Edition du 29/04/15

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations par réévaluation	Acquisitions apports, création virements
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles	107 709		
TOTAL immobilisations incorporelles :	107 709		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains	19 676		
Constructions sur sol propre	161 106		
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales	69 316		1 615
Installations techniques et outillage industriel	133 393		2 257 500
Installations générales, agencements et divers	3 094		
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique et mobilier			
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
TOTAL immobilisations corporelles :	386 585		2 259 115
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES			
Participations évaluées par mises en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés	2 500 000		
Prêts et autres immobilisations financières	54 418		
TOTAL immobilisations financières :	2 554 418		
TOTAL GÉNÉRAL	3 048 712		2 259 115

RUBRIQUES	Diminutions par virement	Diminutions par cessions mises hors service	Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations légales
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement				
Autres immobilisations incorporelles			107 709	
TOTAL immobilisations incorporelles :			107 709	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains		16 409	3 267	
Constructions sur sol propre		134 323	26 783	
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales		69 316	1 615	
Install. techn., matériel et out. industriels		38 112	2 352 781	
Inst. générales, agencements et divers			3 094	
Matériel de transport				
Mat. de bureau, informatique et mobil.				
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles :		258 159	2 387 540	
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations mises en équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés		2 500 000		
Prêts et autres immo. financières		54 418		
TOTAL immobilisations financières :		2 554 418		
TOTAL GÉNÉRAL		2 812 577	2 495 249	

Amortissements

FAUVET GIREL

Période du 01/01/14 au 31/12/14

Edition du 29/04/15

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement.				
Autres immobilisations incorporelles	1 500			1 500
TOTAL immobilisations incorporelles :	1 500			1 500
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre	136 641	1 240	111 098	26 783
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales	36 043	5 018	40 907	154
Installations techn. et outillage industriel	133 393	15 334	38 112	110 615
Inst. générales, agencements et divers	3 094			3 094
Matériel de transport				
Mat. de bureau, informatique et mobil.				
Emballages récupérables et divers				
TOTAL immobilisations corporelles :	309 171	21 592	190 117	140 646
TOTAL GÉNÉRAL	310 671	21 592	190 117	142 146

VENTILATIONS DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles			
TOTAL immobilisations incorporelles :			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales			
Installations techniques et outillage industriel		80 150	
Installations générales, agencements et divers			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique et mobilier			
Emballages récupérables et divers			
TOTAL immobilisations corporelles :		80 150	
Frais d'acquisition de titres de participations			
TOTAL GÉNÉRAL		80 150	

Amortissements (suite)

FAUVET GIREL

Période du 01/01/14 au 31/12/14
Edition du 29/04/15

MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES		
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Dotations	Reprises
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES Frais d'établissement et de développement Autres immobilisations incorporelles TOTAL immobilisations incorporelles :		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES Terrains Constructions sur sol propre Constructions sur sol d'autrui Constructions installations générales Installations techniques et outillage industriel Installations générales, agencements et divers Matériel de transport Matériel de bureau, informatique et mobilier Emballages récupérables et divers TOTAL immobilisations corporelles :	80 150	
Frais d'acquisition de titres de participations	80 150	

TOTAL GÉNÉRAL	80 150	
----------------------	---------------	--

MOUVEMENTS DE L'EXERCICE AFFECTANT LES CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES				
RUBRIQUES	Montant net début exercice	Augmentations	Dotations de l'exercice aux amortissements	Montant net fin exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursem. des obligations				

Provisions Inscrites au Bilan

FAUVET GIREL

Période du 01/01/14 au 31/12/14

Edition du 29/04/15

RUBRIQUES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
Prov. pour reconstitution des gisements				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires		80 150		80 150
Dont majorations exceptionnelles de 30%				
Provisions fiscales pour implantation à l'étranger constituées avant le 1.1.1992				
Provisions fiscales pour implantation à l'étranger constituées après le 1.1.1992				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées	9 762		2 139	7 622
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES	9 762	80 150	2 139	87 772

Provisions pour litiges				
Prov. pour garant. données aux clients				
Prov. pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Prov. pour pensions et obligat. simil.				
Provisions pour impôts				
Prov. pour renouvellement des immo.				
Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres prov. pour risques et charges		11 375		11 375
PROV. POUR RISQUES ET CHARGES		11 375		11 375

Prov. sur immobilisations incorporelles				
Prov. sur immobilisations corporelles				
Prov. sur immo. titres mis en équival.				
Prov. sur immo. titres de participation				
Prov. sur autres immo. financières				
Provisions sur stocks et en cours				
Provisions sur comptes clients				
Autres provisions pour dépréciation				
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION				

TOTAL GÉNÉRAL	9 762	91 525	2 139	99 147
----------------------	--------------	---------------	--------------	---------------

État des Échéances des Créances et Dettes

FAUVET GIREL

Période du 01/01/14 au 31/12/14
Edition du 29/04/15

ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
TOTAL de l'actif immobilisé :			
DE L'ACTIF CIRCULANT			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	39 406	39 406	
Créance représent. de titres prêtés ou remis en garantie			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
État - Impôts sur les bénéfices			
État - Taxe sur la valeur ajoutée	14 331	14 331	
État - Autres impôts, taxes et versements assimilés			
État - Divers			
Groupe et associés			
Débiteurs divers	1 427	1 427	
TOTAL de l'actif circulant :	55 164	55 164	
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	2 776	2 776	

TOTAL GÉNÉRAL	57 940	57 940	
----------------------	---------------	---------------	--

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Après des établissements de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine				
- à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	16 581	16 581		
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autres organismes	209	209		
Impôts sur les bénéfices	90 188	90 188		
Taxe sur la valeur ajoutée	6 886	6 886		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	267	267		
Dettes sur immo. et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	17 920	8 029	9 891	
Dette représentat. de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				

TOTAL GÉNÉRAL	132 051	122 160	9 891	
----------------------	----------------	----------------	--------------	--

Charges à Payer

FAUVET GIREL

Période du 01/01/14 au 31/12/14
Edition du 29/04/15

MONTANT DES CHARGES À PAYER INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	9 120
Dettes fiscales et sociales	267
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Disponibilités, charges à payer	
Autres dettes	8 029

TOTAL	17 416
--------------	---------------

Charges et Produits Constatés d'Avance

FAUVET GIREL

Période du 01/01/14 au 31/12/14

Edition du 29/04/15

RUBRIQUES	Charges	Produits
Charges ou produits d'exploitation	2 776	
Charges ou produits financiers		
Charges ou produits exceptionnels		
TOTAL	2 776	

Détail des Produits Exceptionnels et Charges Exceptionnelles

Période du 01/01/14 au 31/12/14
Edition du 29/04/15

FAUVET GIREL

PRODUITS EXCEPTIONNELS	Montant	Imputé au compte
PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS	2 000	771000
PRODUITS SUR EXERCICES ANTERIEURS	207	772000
PRODUITS SUR CESSIONS IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 124 935	775000
REPRISE PROVISION SPECIALE DE REEVALUATION	2 139	787260

TOTAL

1 129 281

CHARGES EXCEPTIONNELLES	Montant	Imputé au compte
VALEUR COMPTABLE DES IMMOS CORPORELLES CEDEES	68 042	675200
AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES	80 150	687250
DOTATION PROVISION GROSSES REVISIONS	11 375	687500

TOTAL

159 567

Composition du Capital Social

FAUVET GIREL

Période du 01/01/14 au 31/12/14

Edition du 29/04/15

CATEGORIES DE TITRES	Nombre	Valeur nominale
1 - Actions ou parts sociales composant le capital soc. au début de l'exercice	250810	8
2 - Actions ou parts sociales émises pendant l'exercice		
3 - Actions ou parts sociales remboursées pendant l'exercice		
4 - Actions ou parts sociales composant le capital social en fin d'exercice	250810	8

Ventilation de l'Impôt sur les Bénéfices

FAUVET GIREL

Période du 01/01/14 au 31/12/14
Edition du 29/04/15

RÉPARTITION	Résultats avant impôts	Impôts
Résultat courant	22 028	9 886
Résultat exceptionnel (hors participation)	969 715	323 238
Résultat comptable (hors participation)	991 742	333 124

Résultats et autres éléments significatifs des 5 derniers exercices

FAUVET GIREL

Période du 01/01/14 au 31/12/14

NATURES DES INDICATIONS	EXERCICES				
	31/12/2014	31/12/2013	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010
Capital social en fin d'exercice					
Capital social	2 006 480	2 006 480	2 006 480	2 006 480	2 006 480
Nombre des actions :					
-ordinaires existantes	250810	250810	250810	250810	250810
-à dividende prioritaire existantes (sans droit de vote)					
Nombre maximal d'actions futures à créer :					
-par conversion d'obligations					
-par exercice de droits de souscription					
Opérations et résultats de l'exercice					
Chiffres d'affaires hors taxes	34 933	10 795	12 660	13 833	12 905
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	1 102 720	733 338	122 409	76 938	103 904
Impôts sur les bénéfices	333 124	242 935	58 690	24 062	20 182
Participation des salariés due au titre de l'exercice					
Résultat après impôts, participation des salariés, et dotations aux amortissements et provisions	658 618	479 557	111 188	41 918	34 227
Résultat distribué					
Résultat par action					
Résultat après impôts, participation des salariés, mais avant dotations aux amortissements et provisions	3	2			
Résultat après impôts, participation des salariés, et dotations aux amortissements et provisions	3	2			
Dividende attribué à chaque action					
Effectif					
Effectif moyen des salariés employés durant l'exercice		1	1	1	1
Montant de la masse salariale de l'exercice		20 180	25 668	24 906	23 977
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité sociale, oeuvres sociales...)	137	9 588	11 123	10 899	10 306

C O P E R N I C

Société de Commissariat aux Comptes Membre de la Compagnie Régionale de Paris

109, rue de Courcelles - 75017 PARIS - Tél : 01.45.53.16.57 - Fax : 01.45.53.16.67

4, rue du Bulloz - PAE Les Glaisins - 74940 ANNECY LE VIEUX - Tél : 04.50.45.14.64 - Fax : 04.50.45.01.11

ETABLISSEMENTS FAUVET GIREL

Société anonyme au capital de 2.006.480 euros

Siège social : 40, boulevard Henri Sellier - 92150 SURESNES

552 064 933 R.C.S. NANTERRE

Rapport du Commissaire aux Comptes sur le rapport du Président du conseil d'administration

(exercice clos le 31 décembre 2014)

ETABLISSEMENTS FAUVET GIREL

Société anonyme au capital de 2.006.480 euros

Siège social : 40, boulevard Henri Sellier - 92150 SURESNES

552 064 933 R.C.S. NANTERRE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

ETABLI EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 225-235 DU CODE DE COMMERCE

SUR LE RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2014

Aux actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société FAUVET GIREL et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de Commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de Commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

Il appartient au Président d'établir et de soumettre à l'approbation du Conseil d'administration un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la société et donnant les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de Commerce relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière et,
- d'attester que le rapport comporte les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de Commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

Informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière :

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du Président ainsi que de la documentation existante;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du Président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président du Conseil d'administration, établi en application des dispositions de l'article L 225-37 du Code de Commerce.

Autres informations :

Nous attestons que le rapport du Président du Conseil d'administration comporte les autres informations requises à l'article L 225-37 du Code de Commerce.

Fait à Paris, le 29 avril 2015.

Pour COPERNIC,
Société de Commissaires aux Comptes :



Philippe SIXDENIER,
Mandataire social.

C O P E R N I C

Société de Commissariat aux Comptes Membre de la Compagnie Régionale de Paris

109, rue de Courcelles - 75017 PARIS - Tél : 01.45.53.16.57 - Fax : 01.45.53.16.67

4, rue du Bulloz - PAE Les Glaisins - 74940 ANNECY LE VIEUX - Tél : 04.50.45.14.64 - Fax : 04.50.45.01.11

ETABLISSEMENTS FAUVET GIREL

Société anonyme au capital de 2.006.480 euros

Siège social : 40, boulevard Henri Sellier - 92150 SURESNES

552 064 933 R.C.S. NANTERRE

Rapport spécial du Commissaire aux Comptes sur les conventions et engagements réglementés

(exercice clos le 31 décembre 2014)

ETABLISSEMENTS FAUVET GIREL

Société anonyme au capital de 2.006.480 euros

Siège social : 40, boulevard Henri Sellier - 92150 SURESNES

552 064 933 R.C.S. NANTERRE

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS REGLEMENTES

ASSEMBLEE GENERALE D'APPROBATION DES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31.12.2014

Aux actionnaires,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions et engagements dont nous avons été avisés ou que nous aurions découverts à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions et engagements. Il vous appartient, selon les termes de l'article R 225-31 du Code de Commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article L. 225-38 du Code de Commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions et engagements déjà approuvés par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention ni d'aucun engagement autorisés au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L 225-38 du Code de Commerce.

Fait à Paris, le 29 avril 2015.

Pour COPERNIC,

Société de Commissaires aux Comptes :



Philippe SIXDENIER,
Mandataire social.

Société Anonyme à Conseil d'administration au capital de 2 006 480 euros

Siège Social : 40 boulevard Henri SELLIER – 92150 SURESNES

552 064 933 R.C.S. NANTERRE

ATTESTATION DU RESPOSNABLE DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2014

Je, soussigné, Monsieur Gilles DAMBRINE,

Président Directeur Général de la Société ETABLISSEMENTS FAUVET GIREL, Société Anonyme au capital de 2 006 480 euros dont le siège social est 40 boulevard Henri Sellier 92150 SURESNES, immatriculée au registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 552 064 933,

Atteste qu'à ma connaissance les comptes de l'exercice écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société ETABLISSEMENT FAUVET GIREL et que le rapport de gestion présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la Société ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elle est confrontée.

FAIT A SURESNES,
LE 8 AVRIL 2015,

Gilles DAMBRINE
Président Directeur Général

